

Situation économique de la Nouvelle-Zélande – juin 2020

Résumé : Au mois de juin 2020, l'économie néo-zélandaise commence à entrer en phase de reprise, alors que le pire de la crise du COVID-19 est passé. Celle-ci aura eu un impact extrêmement lourd sur l'économie du pays, du fait de mesures sanitaires contraignantes pour l'activité économique (notamment le secteur touristique). L'impact sur le PIB devrait être supérieur à la moyenne de l'OCDE, et le taux de chômage doublé. Les perspectives de reprise restent cependant très bonnes grâce à des fondamentaux économiques solides, et l'un des plans de relance les plus ambitieux de l'OCDE en part du PIB. Le secteur primaire et la construction devraient notamment porter la reprise en attendant une recrudescence du tourisme, bien que des menaces persistent sur la consommation interne.

Un impact court mais profond des mesures sanitaires sur l'économie

La réponse sanitaire forte et rapide de la Nouvelle-Zélande a eu un impact significatif sur son économie. Selon les prévisions de l'OCDE en juin, la Nouvelle-Zélande pourrait connaître une croissance du PIB de -8,9% à -10% sur l'année en cours, tandis que le FMI table sur -7,2% (prévisions d'avril). Comparativement, la Nouvelle-Zélande est impactée largement plus que l'Australie et la moyenne de l'OCDE, et d'autant plus que sa croissance initiale pour 2020 était prévue à 2% pré-COVID, au-dessus des pays occidentaux qui subissent des chocs similaires.

La sévérité de l'impact de la crise en Nouvelle-Zélande est principalement due à la dépendance du pays au secteur touristique. L'état d'alerte niveau 4, qui a essentiellement interrompu toute activité non essentielle, a duré un mois. Si pendant cette période, l'économie néo-zélandaise fonctionnait à 63% de son PIB au global selon la RBNZ, les impacts sectoriels ont été très concentrés. Les services touristiques sont ainsi de loin les plus impactés, et ont fonctionné à 11% de leur potentiel pendant la période. Pour rappel, le tourisme contribue à 6% du PIB néo-zélandais en direct et 10% en indirect, et a constitué une source importante de croissance sur les dernières années¹. En outre, là où d'autres secteurs lourdement impactés comme la construction ou l'industrie peuvent reprendre leur activité maintenant que l'état d'alerte a été abrogé, le tourisme continue à fonctionner de manière sous-optimale puisque les frontières extérieures devraient encore rester fermées jusqu'à la fin de l'année au moins.

Au-delà du PIB, les grandes variables macroéconomiques ont subi un choc significatif. Le taux de chômage devrait grimper jusqu'à 8-10% en septembre selon les prévisions et la dette souveraine augmenter de 30 points pour passer à 50% du PIB. La position extérieure joue par contre en faveur de la Nouvelle-Zélande : le déficit de la balance courante s'est réduit au T1 2020 (désormais à 2,7% du PIB) grâce notamment à une augmentation des exportations en valeur (soutenue par le prix du lait) et une baisse significative des importations.

¹ PwC, [Rebuild New Zealand](#), juin 2020

Des perspectives de reprise très positives grâce à une gestion sanitaire efficace

Malgré ce choc, la durée relativement faible des mesures de confinement (hors frontières extérieures), la bonne gestion économique et la situation sanitaire exemplaire vont largement aider la reprise. L'économie néo-zélandaise fonctionne aujourd'hui presque normalement (à 96% du PIB selon la RBNZ), alors que les mesures ont permis d'éliminer le virus². Le pays devrait donc être l'un des premiers au monde à repartir sur une courbe ascendante. Le Gouvernement a de plus mis en place un soutien budgétaire de l'ordre de 9,3% du PIB (ainsi que 10% du PIB prévus pour la reprise) ce qui a permis de largement préserver les capacités de production du pays, notamment en termes d'emploi. Il s'agit de l'un des budgets les plus ambitieux de l'OCDE en proportion du PIB, et celui-ci est permis par des finances publiques particulièrement saines. **En attendant une résurgence du tourisme, les infrastructures (i) et le secteur primaire (ii) devraient porter la croissance.**

(ii) Le Gouvernement va massivement investir en infrastructures et logements pour créer des emplois et favoriser la reprise. Ce sont au total 8 Mds NZD/4,5 Mds EUR qui ont été alloués pour créer 8000 logements supplémentaires et accélérer les projets d'infrastructure existants.

(i) L'agriculture et la sylviculture contribuent 20% du PIB néo-zélandais chaque année, et vont donc constituer l'un des principaux facteurs de reprise. Le secteur primaire a été parmi les moins touchés par la crise, fonctionnant à 75% de son potentiel pendant l'état d'alerte niveau 4. Conscient de cette situation, le gouvernement a déjà mis en place plusieurs politiques de relance afin de capitaliser sur la force du secteur. Ce sont 1 Md NZD/570 M EUR supplémentaires qui ont été alloués pour les « *emplois verts* » avec des contributions territoriales ponctuelles annoncées presque toutes les semaines.

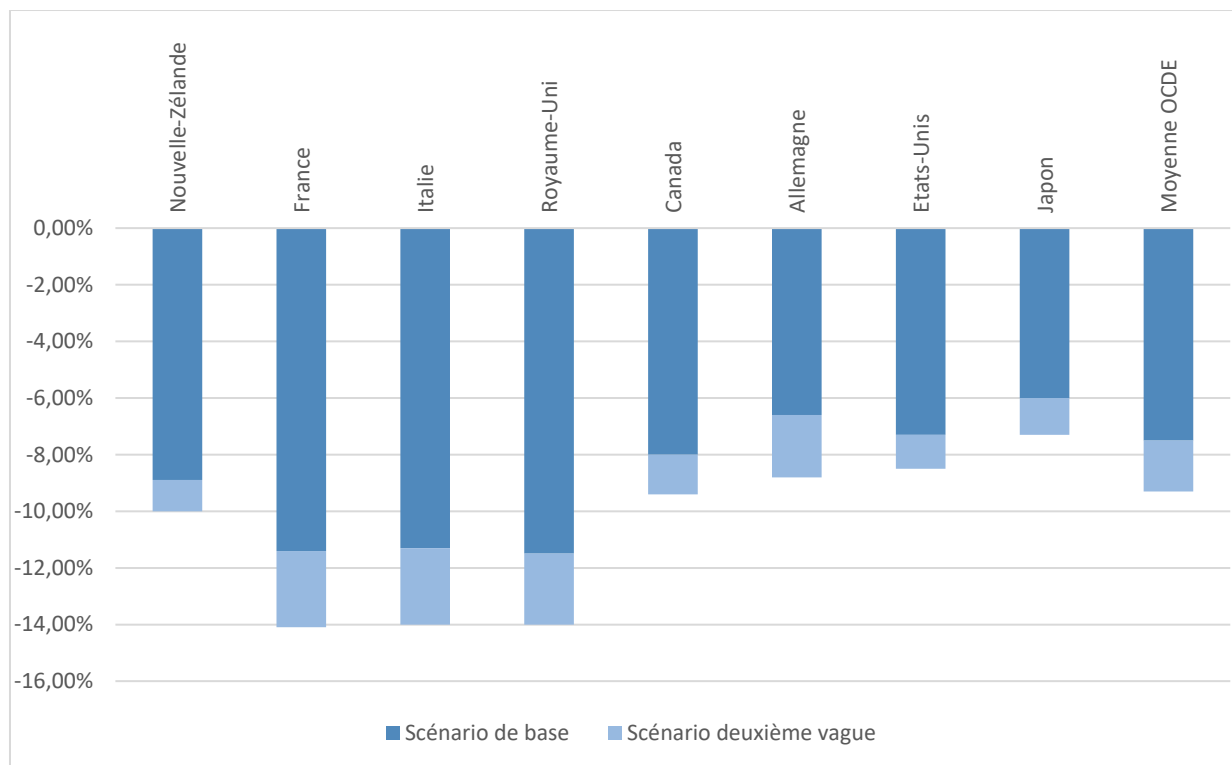
Si les perspectives de reprise sont donc bonnes, la menace d'une stagnation de la consommation reste un risque réel qui pourrait peser sur la croissance à moyen-terme malgré les interventions du Gouvernement. La croissance des salaires, qui a jusqu'ici soutenu la consommation du pays avec un taux annuel supérieur à 2%, devrait se tasser jusqu'à 1% en 2021 selon Westpac. Ainsi, la faiblesse des salaires, les pertes d'emploi, la faible confiance des ménages, l'absence de revenus touristiques et le ralentissement de l'immigration vont se cumuler et risquent de prolonger le choc de demande au-delà de la crise du COVID-19. Au 26 juin 2020, le Gouvernement n'a pas encore donné de détails sur le retrait des mesures de soutien salariales (étendues jusqu'à fin août), qui sera l'un des points centraux de la reprise et aura un effet significatif sur la consommation.

² Au 26 juin 2020, 11 nouveaux cas sont depuis apparus, mais ceux-ci sont identifiés et liés à des voyageurs internationaux.

ANNEXE

A. IMPACT DE LA CRISE SUR L'ACTIVITE

PREVISIONS DE CROISSANCE 2020 DE LA NOUVELLE-ZELANDE ET DES PAYS DU G7 (OCDE)



Source : [OCDE](#), 2020

COMPOSANTES DU PIB AU T1 2020 (%)

	Variation T-1	Variation T-4
Consommation	-0,3	2,2
FBCF	-3,0	1,2
Dépenses publiques hors investissements	0,0	4,3
Exportations	-2,1	-0,4
Importations	-5,6	0,7

Source : [Stats NZ](#), 2020

B. IMPACT DE LA CRISE SUR LA POSITION EXTERIEURE

EXPORTATIONS, IMPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE (M NZD, BIENS ET SERVICES, MENSUEL)



Source : [Stats NZ](https://stats.nz.govt.nz/), 2020